

crédits soient indispensables. Je suis certain que la valeur en argent dépensé depuis quinze ans pour les édifices et les terrains de l'hôtel du Gouvernement n'existe plus aujourd'hui. Je me demande si l'on tient compte des travaux qu'y fait le Gouvernement et si l'actif et le passif s'équilibrent d'année en année. Il me répugne de m'opposer à ces crédits, mais vu les dépenses folles qui se font à Ottawa, y compris le coût d'un parc central et de l'embellissement de la ville, et de toutes les autres énormes transformations, je dirai qu'ils n'ont pas leur raison d'être; les fonds nécessaires à l'exécution de tous ces travaux proviennent du labeur de ceux qui aujourd'hui gagnent leur vie à la sueur de leur front; des hommes, et des femmes, pour ne rien dire des enfants, qui peinent sur les fermes du pays. Je me rappelle très bien que, l'an dernier, lorsque nous demandions une augmentation de traitement pour certains employés publics, dont la rémunération était beaucoup plus minime que la vie chère ne l'exige, le ministre des Finances répondit qu'il était fort à propos que quelqu'un se rangeât du côté du contribuable canadien.

L'hon. M. ROBB: J'oserais dire que la plupart des employés civils au Canada sont mieux payés que les employés de mon honorable ami.

M. EVANS: Mes employés ont toujours reçu un salaire qui leur permettait de vivre. J'ose dire qu'un salaire de \$917 n'est pas proportionné au coût de l'existence au Canada aujourd'hui. De plus, le ministre a parlé des différentes manières de voir des progressistes et des bureaucrates de Toronto et d'Ottawa. Je dirai que lorsque les progressistes ont été au pouvoir dans l'une des provinces, ils ont constitué un très bon gouvernement. Le gouvernement progressiste qui a siégé à Toronto peut rendre compte de chaque dollar dépensé.

M. GOTT: Oui, et comme résultat la province a eu un déficit de 15 millions.

M. EVANS: Ce gouvernement n'a peut-être pas embelli les terrains de la résidence du lieutenant-gouverneur. Les terrains et Rideau-Hall auraient reçu les améliorations nécessaires si l'on avait jugé à propos de les faire. La ligne de démarcation qu'a établie ce Parlement surtout depuis deux ans, entre ceux qui sont tenus de travailler pour gagner leur vie et ceux qui sont à la tête des affaires du pays, ne saurait être approuvée. Bien que je regrette d'avoir à m'opposer à ces crédits, je croirais manquer à mon devoir si je ne condamnais pas ces folles dépenses.

[M. Evans.]

L'hon. M. CHAPLIN: Monsieur le président, le ministre des Finances, parlant au nom du conseil du trésor, accuse certains membres de la gauche d'être disposés à dépenser beaucoup plus d'argent et, de plus, les accuse de demander des fonds pour leurs propres circonscriptions. Je puis lui répondre, en ce qui concerne ma propre circonscription du moins, que cette remarque ne s'applique pas à moi. Le ministre des Finances, je pense, cherchera longtemps avant de découvrir une pareille demande de ma part.

Le porte-parole du conseil du trésor n'est pas dans son assiette. Tout le monde a prétendu qu'il était le chien de garde du trésor public, mais évidemment la pauvre bête s'est endormie récemment. Le ministre des Finances, j'espère, ne s'offensera pas de ces remarques. J'ai trop d'estime pour lui pour croire qu'il pourrait s'offenser. Au sujet de "chien de garde", je l'ai entendu lui-même, je crois, employer à peu près le même terme. Il ne devrait donc pas s'offenser. Je n'emploie pas le terme dans le sens insultant; je veux dire qu'il a simplement cessé de remplir sa fonction pour le moment. Un honorable député dit qu'il n'a pas eu occasion de mordre bien souvent, mais apparemment il a perdu son aplomb dernièrement.

Le ministre des Finances déclare que la province d'Ontario a dépensé beaucoup d'argent sur la résidence de son lieutenant-gouverneur, et il ajoute: "Seul un homme riche peut accepter le poste, et quelqu'un en a déjà donné l'exemple." Le dernier titulaire donna l'exemple en y dépensant son propre argent. C'est là des prérogatives des gens qui acceptent ces postes élevés. Bien qu'ils puissent nous donner un bel exemple, et dépenser beaucoup d'argent, ce n'est pas une raison de faire des folies dans des temps aussi difficiles; on dirait qu'un chien enragé nous a mordu ou quelque chose de ce genre. Je désire appeler l'attention de la Chambre sur la différence qui existe entre les paroles du ministre ce soir, relativement aux dépenses à Rideau-Hall, et ce qu'un rapport disait l'autre jour. Le ministre des Finances déclare que nous n'avons pas entretenu ces bâtiments et, cependant, l'autre ministre nous dit que même pendant les années de la guerre nous dépensions en moyenne plus de \$50,000 par année pour l'entretien de Rideau-Hall.

L'hon. M. MALCOLM: Oh! non.

L'hon. M. CHAPLIN: Certainement, il le dit et, en outre, j'ai sous la main un rapport qui raconte une toute autre histoire. Le ministre du Commerce peut dire non, mais je tiens à...